

appeler à ceux avec lesquels je suis associé, qu'ils soient mes amis ou mes adversaires politiques, si je n'ai pas toujours dit la vérité, comme je le dis en ce moment.

M. BOWELL—Non ; ce n'est pas le cas.

M. MILLS—Je crois que cette mesure est convenable dans les circonstances. Les mandats de certains députés sont attaqués pour des actes que l'on a notoirement tolérés depuis la Confédération, et si l'on doit poser une nouvelle règle et un nouveau principe, — du moins un principe que l'on n'a jamais regardé comme impératif pour les membres, il n'est que juste pour la Chambre que, pour cette session du moins, l'on n'insiste pas sur l'application des pénalités.

Sir JOHN A. MACDONALD—Je considère que ce que m'a dit le ministre de l'Intérieur était une menace aussi positive que toutes celles qu'on m'avait jamais fait, et comme une infraction aux privilèges de la Chambre. J'ai tellement ressenti l'insulte qui m'était faite que je pensai d'abord à amener l'affaire devant la Chambre, mais, après m'être consulté avec quelques-uns de mes amis, je me décidai de ne pas le faire.

L'honorable ministre me rencontra un jour dans l'un des couloirs de la Chambre, et me dit : " J'apprends que quelques-uns de vos amis doivent procéder contre certains des nôtres." Je répondis : " Cela peut être." " Alors," me dit l'honorable monsieur, " je vous prévient que, à moins que vos amis ne mettent un terme à leurs motions contre notre côté, nous attaquerons votre siège." C'était là une menace bien caractérisée.

M. DYMOND—En justice pour l'honorable ministre de l'Intérieur, je crois de mon devoir de dire, en premier lieu, que j'avais été mis en possession de faits que je me proposais de soumettre à la Chambre, lesquels constituaient une violation de l'acte de l'Indépendance du Parlement par le très honorable député de Kingston. Je communiquai ce fait à l'honorable ministre de l'Intérieur, et je lui dis en même temps, comme ce monsieur vient de le dire, que je n'étais pas du tout disposé à en-

courager le moindre des attaques de ce genre, mais que je croyais avoir des preuves de la plus flagrante violation de la loi par le très honorable député, et que je ne le laisserais pas échapper si les membres de la droite étaient attaqués.

Je n'étais pas, et je n'ai jamais été, en relations assez cordiales avec lui pour me permettre de lui en parler personnellement, car je ne lui ai jamais parlé, si ce n'est d'un côté à l'autre de la Chambre. Je suis peut-être le seul membre de la Chambre qui n'ait jamais été présenté à l'honorable monsieur, et je ne pensais pas, dans ces circonstances, qu'il serait convenable pour moi d'aller lui parler de cette affaire. D'un autre côté, je ne croyais pas qu'il fût opportun, avant d'être assuré que ces hostilités devaient se continuer, de lui écrire et de le notifier d'une manière formelle.

Je ne sais pas exactement ce qui s'est passé entre le très honorable monsieur et l'honorable ministre de l'Intérieur, mais je suis convaincu que ce dernier n'avait nullement l'intention, pas plus que moi, de lui dire quoi que ce fût qui pût être interprété comme une menace. Nous le regardions comme le chef de son parti et comme un homme qui devait avoir une grande influence sur ses amis à propos de leur conduite générale, et nous voulions lui faire savoir que lui, ainsi que d'autres, seraient placés sur la liste des accusés, afin qu'il pût envisager toute la situation et en tenir compte, et se conduire ensuite comme bon lui semblerait.

Sachant que le ministre de l'Intérieur lui parlait, je lui demandai de servir de voie de communication.

Sir JOHN A. MACDONALD—Et pour M. Rochester aussi, je suppose.

M. SMITH (Selkirk)—Je suis peiné de voir l'esprit de parti porté à un point tel, durant cette session, que tout le monde en a honte.

Bien qu'il ait été commis des irrégularités des deux côtés, les esprits sont montés comme ils le sont par suite de la conduite du parti conservateur—de ce parti qui prétend être conservateur, non-seulement des droits et privilèges des membres de la Chambre, mais du peuple en général. Et cependant, ce parti conservateur voulait que M.